

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 10 MARS 2016

SOMMAIRE

- 1) La manie
- 2) Les esclavagistes sont de retour
- 3) L'imbroglio Hollande
- 4) Contre l'enterrement du code du travail



Gérard Diez La Presse en Revue

1) Les manifestations un peu partout



Lycées bloqués, AG dans les facultés, syndicats mobilisés, gouvernement inquiet... Retrouvez notre compte-rendu en direct de la première journée de manifestations contre le projet de loi sur le travail.

Tout au long de l'après-midi, suivez en direct la première journée de mobilisation contre la loi sur le travail. Vous pouvez rafraîchir la page en cliquant [ici](#), et retrouvez notre dossier complet sur le projet de réforme du code du travail [ici](#).

17 h 45, l'Unef se félicite. « La journée de mobilisation du 9 mars est une réussite », se félicite dans un communiqué l'Unef. « Plus de 50 Assemblées Générales se sont réunies dans les universités, près de 150 lycées étaient mobilisés. Les manifestations à Paris et en province ont rassemblé plus de 100 000 jeunes et plus de 500000 manifestants en tout.

Après une semaine pendant laquelle le gouvernement a refusé de dialoguer avec les organisations de jeunesse, les jeunes lui ont répondu par la mobilisation.

L'Unef appelle à amplifier cette mobilisation avec une nouvelle journée d'action jeune le 17 mars. Elle doit être l'occasion de réunir des Assemblées Générales dans toutes les universités et de multiplier les initiatives contre la Loi Travail.

La journée de grève et de manifestation du 31 mars, appelée par les syndicats professionnels et les organisations de jeunesse devra être la prochaine mobilisation d'ampleur.

D'ici là, il est encore temps pour le gouvernement d'entendre les jeunes en retirant son projet de loi et en ouvrant de véritables concertations sur la politique d'emploi. »

Forte mobilisation à Clermont-Ferrand. Entre 5000 et 8000 personnes se sont réunies ce mercredi à Clermont-Ferrand, selon France Bleu Pays d'Auvergne. En tête de cortège, quelques 500 lycéens et étudiants. Les syndicats étaient également présents. « Il y a longtemps que Clermont-Ferrand n'avait pas connu une manifestation sociale d'une telle importance », précise France Bleu. « Et ce n'est probablement qu'un début, les organisateurs envisagent d'organiser d'autres rassemblements. »



Megamagus @megamagus
Manif de Clermont #greve9mars
#OnVautMieuxQueCa
15:20 - 9 Mars 2016

Clermont-Ferrand

La mobilisation à Nîmes en images. Selon le Midi Libre, entre 800 et 1000 personnes ont participé au rassemblement organisé à partir de midi devant la préfecture de la ville. Clément Luy, abonné à Mediapart, a posté sur son blog un portfolio de la journée.

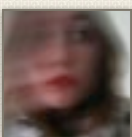


Le cortège à Nîmes © Clément Luy

Strasbourg. Près de 4000 personnes ont manifesté ce mercredi selon la préfecture. Le cortège est parti de la place Kléber vers 13h30 et a arpenté durant une heure les rues de la ville au son de slogans hostiles au gouvernement. Peu après 15h, le défilé s'est dispersé, les manifestants se sont donné rendez-vous le 17 mars pour une nouvelle journée d'actions.

17h15, Paris. Un cortège d'« inorganisés », pour certains masqués, arrive place de la Nation, derrière une banderole “Lycéens, étudiants, contre la loi code du travail”, selon notre journaliste Karl Laske. Après avoir discrètement vandalisé au marteau les distributeurs de banque sur le parcours du défilé, ils ont ensuite brisé quelques vitrines de banques sous des applaudissements et aux cris de “Anti, Anti, Anti-capitalistes”. Une cinquantaine de policiers en civil se sont ensuite approchés d'eux. D'abord accueillis par des “Tout le monde déteste la police !”, ils ont procédé à deux interpellations qui ont provoqué un léger mouvement de foule, mais sans incident majeur. La plupart de ces “autonomes” se sont ensuite dispersés dans la foule, et la situation semble a priori apaisée.

Bordeaux. Ils étaient 3 000 (selon la police) au départ de la place de la victoire à 14 h, rapporte Sud-Ouest. Mais très vite, le nombre de manifestants a augmenté. À 16 h, il y avait près de 15 000 personnes place de la Bourse selon les syndicats.



Chloe + @Chloe_INF
manif bordeaux.
13:30 - 9 Mars 2016

Lyon

La mobilisation à Poitiers en photos. Marine Sentin, responsable du service abonnés de Mediapart, participait à la manifestation à Poitiers qui a rassemblé entre 2 500, selon la police, et 6 000 manifestants, selon les organisateurs. Elle propose sur son blog un portfolio de la journée.



Des manifestants à Poitiers © Marine Sentin

Affrontements à Lyon. Près de 7 000 personnes (selon la préfecture) ont marché dans les rues de Lyon. Le rassemblement a eu lieu aux alentours de 13 h à la place Bellecour. Les lycéens se trouvaient en tête du cortège suivis par les syndicats. Des affrontements avec les policiers ont éclaté vers 16 h lorsque qu'une partie des manifestant a refusé de se disperser place Macé, lieu prévu pour la fin du défilé. Selon Rue89 Lyon, trois policiers ont été blessés et trois manifestants interpellés.

16 h 45, Mobilisation. L'une des initiatrices de la pétition “Loi travail, non merci !”, Caroline De Haas, envoie un texto aux journalistes, faisant état de leur comptage. Elle indique avoir eu 70 remontées chiffrées sur les 230 rassemblements prévus en régions. « Nous en sommes déjà à 239 000. Il nous manque plus de 150 villes et Paris. » « On s'oriente vers plus de 100 000 manifestants à Paris et plus de 500 000 en France. C'est inédit pour une première journée de mobilisation, en semaine et sans beaucoup d'appels à la grève. »

16 h 30, Paris. La fin du cortège quitte la place de la République alors que la tête arrive place de la Nation, ce qui donne une première idée de la forte ampleur de la mobilisation parisienne. Croisée dans le défilé, la députée écologiste Eva Sas dit son « impression » que « la France se réveille après la sidération. Il y a un côté “fin de règne”

pour François Hollande. Il ne peut plus être question de tactique, il sait qu'il ne pourra pas être réélu ». Non loin d'elle, la députée Isabelle Attard est enthousiaste : « Un million de signatures sur internet, une manif partie de la base, des mouvements citoyens qui se créent un peu partout... C'est multiple, multiforme, inclassable... Il y a une vraie prise de conscience face à un pouvoir qui n'a plus aucune limite. »



L'arrivée du cortège à Nation © Mathilde Goanec

16 h 30, Nantes. Le cortège commence à se disperser. La police a fait état de 10 000 manifestants dans les rues de Nantes. Selon Ouest France, la manifestation a dégénéré à proximité de la gare de Nantes aux alentours de 16 h. Une altercation a opposé une vingtaine de manifestants aux forces de l'ordre.

16 h 10, Lille. Selon notre correspondante Faïza Zerouala, la dispersion de la manifestation débute.



Faïza Zerouala @faizaz
La dispersion commence. Plus grand monde RépubliqueBeaux arts.
16:11 - 9 Mars 2016

16 h 00, Paris. Porte-parole du NPA, Olivier Besancenot se félicite du « parfum de CPE » qui « plane aujourd'hui ». « On le voit dans la nature de cette manif, détaille-t-il. C'est spontané, des gens marchent sur le trottoir, il y a beaucoup de jeunes et c'est en même temps intergénérationnel. Ce moment peut être un déclencheur, face à un pouvoir qui a dépassé simultanément deux types de bornes, morale avec la déchéance de nationalité, et sociale avec la loi sur le travail. » Plusieurs membres du groupe Tarnac sont aussi présents dans la rue parisienne. Quelques distributeurs de billets sont vandalisés et des

vitres de banques taguées. La dispersion de la manifestation pourrait être agitée.



Un DAB vandalisé © Christophe Gueugneau

15 h 30, Nicolas Sarkozy s'exprime sur Twitter et appelle François Hollande à ne pas « lâcher ».



Nicolas Sarkozy@NicolasSarkozy
Je n'ai jamais reculé sur une réforme quand j'étais PR, pq lâcher sur une réforme, c'est lâcher sur toutes celles qui suivent. #NSleMonde

15 h 10, boulevard Voltaire à Paris. « Beaucoup de monde, et un cortège très compact », nous relate l'une de nos envoyées spéciales Mathilde Goanec. Étudiants et lycéens sont en tête de cortège, beaucoup de pancartes faites main, et peu de drapeaux syndicaux ou de parti politique. De nombreux slogans anti-PS résonnent. « Gauche de droite sort du placard ! Ta loi travail est un cauchemar », a ainsi entendu Edwy Plenel.



En tête du cortège © Mathilde Goanec

Pour le chef de file de l'opposition interne socialiste au dernier congrès, le député Christian Paul, « ce n'est pas l'économie française qui est rigide aujourd'hui, c'est le premier ministre ». A notre journaliste Christophe Gueugneau, il ajoute : « Depuis hier, on assiste à une opération de séduction pour la CFDT, qui j'espère ne tombera pas dans le piège ». Arrivé à 15 h, Jean-Luc Mélenchon a le sourire : « On sent que le mouvement commence, et il commence bien. Les gens sont sérieux et informés. On est aujourd'hui en phase 1 de la mobilisation... »



Jean-Luc Mélenchon © Christophe Gueugneau

Les secrétaires nationaux de FO, Jean-Claude Mailly, et de la CGT, Philippe Martinez, répondent aux journalistes. « Un clic, c'est bien, marcher dans la rue et faire grève, c'est mieux ! », dit le dirigeant cégétiste, qui reconnaît tout de même que « les réseaux sociaux sont un bon moyen de sensibilisation ». Selon lui, « des périodes comme celle-là, on n'en connaît pas souvent : les salariés appellent pour se renseigner sur les manifs, sur comment faire grève... ». Désormais, indique Martinez, « il faut que le gouvernement arrête d'écouter le Medef, et écoute enfin la jeunesse ».



Philippe Martinez, de la CGT © Dan Israël

II) Trente esclavagistes signent pour le projet El Khomri

Gérard le Puill (*) humanite.fr



Photo :AFP

Alors que la pétition contre le projet de casse du code du travail voulu par François Hollande et Manuel Valls a dépassé le million de signatures, un texte collectif de soutien au projet El Khomri a été publié dans le Monde du 5 mars avec 30 signatures. D'une grande médiocrité, l'argumentaire porte, entre autres, la signature de Philippe Aghion, Olivier Blanchard, Pierre Cahuc, Elie Cohen, Augustin Landier et Jean Tirole (photo).

Ils sont 30 dont 25 hommes et 5 femmes. Plus précisément encore, 25 professeurs de grandes écoles et quelques directeurs de recherche. Tous ont un statut professionnel peu concerné par le projet de réforme du code du travail par le projet El Khomri, dont ils disent qu'il s'agit d'une « avancée pour les plus fragiles ». Car leur souci premier ne serait pas de venir en aide au MEDEF ou au gouvernement de Manuel Valls. Depuis leurs tours d'ivoire respectives, ils nous disent que le chômage « se concentre sur les jeunes et les moins qualifiés. Un chômeur sur quatre a moins de 25 ans ; un sur trois n'a aucun diplôme et 80% n'ont pas dépassé le bac. Ces publics sont les grands perdants d'un marché du travail qui exclut les plus fragiles ou les relègue dans des emplois précaires, tant les entreprises craignent d'embaucher en CDI. Ces inégalités sont insupportables. En réduisant les incertitudes qui entourent le CDI, le projet de loi El Khomri est de nature à changer la donne : c'est avant tout à ces publics défavorisés qu'elle va donner accès à un emploi durable. Une réforme d'ampleur est nécessaire », disent nos 30 experts qui se livrent

ensuite à plaider en faveur du patronat et contre le code du travail.

Les 30 disent que l'adoption d'une loi voulue par François Hollande et Manuel Valls « est de nature à changer la donne ». Ils ne disent pas qu'elle la changera. Ils disent aussi prendre la défense des « grands perdants d'un marché du travail qui exclu les plus fragiles ou les relègue dans des emplois précaires ». Mais ces penseurs sont trop éloignés de la réalité économique et sociale de ce pays pour savoir que les « grands perdants » qu'ils voient dans la jeunesse d'aujourd'hui sont souvent les enfants de précédents perdants : ceux et celles qui ont perdu leur emploi industriel ou artisanal ces quarante dernières années pour cause de délocalisation de la production dans des pays où le salaire mensuel d'un ouvrier était inférieur à 100€.

J'ai moi-même été ouvrier d'usine de 1965 à 1983, année où j'ai connu une fermeture de site et assisté à la casse d'un outil industriel performant. Tout simplement parce que le coût de la main d'œuvre était nettement plus bas ailleurs. J'ai vu aussi comment des ouvriers et des ouvrières devenaient des gens « en trop », victimes du chômage de longue durée ou amenés à reprendre une nouvelle activité avec un salaire réduite de 40%. Cette désindustrialisation continue encore aujourd'hui selon une étude récente.

Dans un entretien accordé à Libération de ce mardi, Philippe Aghion, l'un des 30 signataires du texte publié samedi par le Monde, affirme que « nous vivons dans un monde, celui de la destruction créatrice, dans lequel les entreprises sont amenées à changer souvent de domaine d'activité ». Cet argument n'a aucune valeur quand la fermeture d'une usine est motivée par de plus bas coûts de main d'œuvre sur un autre site et souvent dans un autre pays.

La fermeture de l'usine Citroën à Aulnay-sous-Bois ne relevait pas de la théorie de Schumpeter, puisque le constructeur au losange a continué de fabriquer les mêmes voitures sur d'autres sites. Mais la théorie de la destruction créatrice telle qu'elle fut conceptualisée par l'économiste autrichien Joseph Schumpeter est devenue plus que discutable aujourd'hui. Elle est gourmande en matière première et très émettrice de gaz à effet de serre. Or nous entrons dans le monde de la rareté des matières premières tandis la théorie de la « destruction créatrice » appliquée à l'économie augmente considérablement le bilan carbone de chaque objet produit.

Le cerveau obtus de Philippe Aghion n'a pas encore intégré ces données. C'est embêtant pour un professeur d'économie, surtout quand il conseille le président de la République avec le succès que l'on sait sur l'emploi depuis 2012.

Dans la même page du Monde daté du 5 mars, les économistes Cédric Durand et Razmig Keucheyan critiquent le projet El Khomi en montrant comment la concurrence par la baisse de la rémunération du travail dans les pays européens nourrit une spirale du déclin qui appauvrit les travailleurs dans toute l'Union européenne. « La seule rationalité de cette politique est une logique nationale de compétitivité selon laquelle les gains économiques ne peuvent se faire qu'au détriment des voisins », écrivent-ils avant d'ajouter un peu plus loin: « Dans ce jeu à somme nulle, il s'agit toujours de reprendre des parts de marché aux autres. Les salariés sont chaque fois perdants, l'embellie passagère ici ou là sabote l'activité ailleurs, tandis que la stagnation économique enkyste un peu plus la région dans son ensemble ».

Voilà aussi ce que ne veulent pas voir les 30 esclavagistes signataires de la tribune contiguë dans Le Monde. Pour le coup, nous découvrons aussi qu'un prix Nobel d'économie comme l'ancien chef économiste du FMI sont capables de raisonner comme des abrutis pour défendre des causes inavouables. Mais Pierre Gattaz a de quoi être satisfait. Mais c'est peut-être là l'essentiel aux yeux des 30 signataires.

() Journaliste, auteur de « L'Écologie peut encore sauver l'économie » une coédition de Pascal Galodé et de l'Humanité*

L'Humanité

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Il n'y a pas d'alternative de gauche à François Hollande

Dominique Villemot

Avocat proche de François Hollande, président d'honneur de l'association Démocratie 2012 et auteur de La gauche qui gouverne (Privat).

Au nom de quoi se permet-on de dire que François Hollande ne pratiquerait pas une politique de gauche ? En quoi certains seraient plus habilités que d'autres à dire ce qui est de gauche et ce qui ne l'est pas ?



Sipa

A l'occasion des débats sur le projet de loi El Khomri, la gauche de la gauche dénonce la politique de François Hollande, comme elle l'avait déjà fait à l'occasion du pacte de responsabilité et du projet de révision constitutionnelle sur la déchéance de nationalité, en prétendant que François Hollande ne pratiquerait pas une politique de gauche.

Mais au nom de quoi se permet-on de dire cela ? **En quoi certains seraient plus habilités que d'autres à dire ce qui est de gauche et ce qui ne l'est pas ?**

Qu'il y ait plusieurs gauches, et qu'il existe des différences significatives entre elles, est indéniable. Mais la gauche qui gouverne, la gauche social-démocrate, est aussi légitime à se dire de gauche que la gauche qui conteste, la gauche anticapitaliste.

La gauche se définit par opposition à la droite. Et de ce point de vue, **François Hollande est indiscutablement de gauche.**

Tout d'abord **il est haï par la droite**, comme aucun dirigeant de gauche ne l'a été sous la Vème République. François Mitterrand a toujours conservé un certain respect de la part de la droite, et même Lionel Jospin. Il faut sans doute remonter à Léon Blum pour retrouver une telle haine. Elle lui reproche les hausses d'impôts, qui ont frappé les plus aisés (remise en cause des allègements d'ISF, imposition des revenus financiers au barème, création d'une tranche d'IR à 45%). Il ne correspond pas non plus à l'image qu'elle a du Président de la République qui doit être autoritaire et décider seul sans concertation. Enfin le mariage pour tous, les aménagements de l'IVG ou l'augmentation du nombre d'enseignants hérissent la droite.

Ensuite **François Hollande a fait adopter de nombreuses mesures sociales** : la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler tôt, l'augmentation des minima sociaux, la prime d'activité, la complémentaire santé pour tous, le compte personnel d'activité. Par ailleurs, il a renforcé les droits des salariés et des syndicats, en imposant des représentants des salariés dans les conseils d'administration des grands groupes, en organisant une grande conférence sociale annuelle, en faisant précéder les grandes réformes sociales par des négociations sociales. De ce point de vue le projet de loi El Khomri renforce les droits de salariés et des syndicats en généralisant la règle de l'accord majoritaire et en permettant, à défaut d'accord majoritaire, un accord signé par des syndicats représentant 30% des salariés et approuvé par les salariés via un référendum.

Enfin **que ceux qui pensent que Hollande est pire que Sarkozy ne viennent pas pleurer en 2017 si la droite revient au pouvoir**. Son programme est clair, et il n'y a pas de différence sur ces sujets entre Juppé et Sarkozy : elle veut baisser les impôts de 100 milliards, et pour financer ces baisses elle veut baisser les dépenses publiques d'autant, soit le double des 50 milliards d'économies budgétaires faites sous François Hollande. La droite réduira drastiquement les moyens de l'éducation nationale, supprimera de fait le RSA (en obligeant ses bénéficiaires à travailler, ce que par définition ils ne peuvent pas faire), relèvera à 65 ans l'âge de départ à la retraite, réduira les dépenses de l'assurance-maladie, supprimera 300.000 emplois publics...

On peut ne pas être d'accord avec tout ce que fait François Hollande, on peut être de gauche et ne pas le soutenir. Mais il faut être conscient qu'il n'existe pas d'alternative de gauche à François

Hollande, comme l'ont montré les résultats de toutes les élections intervenues depuis 2012. La division à gauche ne profite qu'à la droite, voire à l'extrême-droite.



IV) Première salve dans la rue contre le projet de loi Travail

La fronde contre le projet de réforme du droit du travail se traduit mercredi dans la rue, où plusieurs organisations de jeunesse et syndicats appellent à la mobilisation pour demander le retrait du texte, au cours d'une journée marquée aussi par une grève et des perturbations dans les transports.

Les manifestations et grèves tous azimuts "contre la casse du code du travail", sont présentées comme un premier tour de chauffe. "C'est la première journée de mobilisation", a relevé sur RTL le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, rappelant qu'il y a déjà "une deuxième date fixée, le 31" mars, par sept syndicats.

Une manifestation est prévue place de la République à Paris à 14H00 à l'appel des organisations de jeunesse (Unef, SGL, Unl et Fidl pour les lycéens), avec le soutien d'organisations politiques de la jeunesse (Jeunes communistes, Parti de gauche, Europe Ecologie- Les Verts ...) et syndicales (CGT, FO, FSU...).

D'autres rassemblements sont fixés devant le Medef à Paris à 12H30 et en régions. Au total, 144 appels à la grève ont été lancés par des fédérations syndicales, selon la CGT. "Il va y avoir du monde dans les rues", a prédit son patron, Philippe Martinez, sur France Inter.

Le front syndical est néanmoins fissuré: les syndicats "réformistes" (CFDT, CFE-CGC, CFTC, Unsa) et la Fage (étudiants) préfèrent des rassemblements distincts le 12 mars. Plutôt qu'un retrait du texte ils demandent "de profondes modifications", comme l'a répété le patron de la CFDT Laurent Berger sur RMC.

Hasard du calendrier, la SNCF et la RATP sont

aussi en grève pour des motifs internes (conditions de travail, salaires). Mais le numéro un de la CGT cheminots, Gilbert Garrel, appelle à "faire converger toutes les luttes".

"La journée est vraiment compliquée" à la SNCF, avec un train sur trois en moyenne, a déclaré un porte-parole à l'AFP. Il était en revanche quasiment normal à la RATP sauf sur le RER B.

A la station Châtelet à Paris, Sylvie, 48 ans, partie d'Essonne pour aller travailler à Saint-Denis, s'est levée deux heures plus tôt et redoute "la difficulté à monter dans les trains" en fin de journée.

Myriam Beaulieu, Québécoise de 30 ans, est partie "une heure plus tôt" pour ne pas rater son vol pour le Canada. Cette grève, "c'est Français, ça ne me surprend pas", rigole-t-elle.

Les syndicats de cheminots (CGT, Unsa, Sud, CFDT) réclament que les futures règles communes à l'ensemble du secteur ferroviaire soient calquées sur la réglementation SNCF.

La contestation contre la loi Travail se cristallise sur la réforme du licenciement économique et le plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif. Deux mesures perçues comme des concessions au patronat, et qui font craindre une hausse des licenciements.

- La jeunesse "trahie" -

Pour les organisations étudiantes, les jeunes, déjà durement confrontés à la précarité dans le monde du travail, en seraient les principales victimes. Le projet "trahit la jeunesse", estime William Martinet, président de l'Unef, premier syndicat étudiant.

Beaucoup évoquent la révolte contre le CPE, il y a dix ans, qui avait fait plier l'exécutif sur ce contrat "première embauche" destiné aux moins de 26 ans assorti d'une période d'essai particulièrement longue.

François Hollande a joué l'apaisement mardi soir et jugé qu'on pouvait "éviter les ruptures", expliquant que sa responsabilité était de "prendre toutes les décisions qui permettront aux jeunes d'avoir plus de stabilité dans l'emploi".

Pour la ministre du Travail Myriam El Khomri, les mesures lèveront la "peur de l'embauche" en CDI chez les employeurs en leur donnant davantage de "prévisibilité", et feront diminuer les contrats précaires.

Face à la bronca, avec notamment une pétition revendiquant plus d'1,2 million de signataires, le gouvernement a reporté au 24 mars la présentation du projet.

Manuel Valls bataille de son côté sur deux fronts pour défendre le texte: le PS d'un côté, car beaucoup de députés socialistes ont menacé de ne pas voter le projet en l'état, les partenaires sociaux de l'autre. Il poursuivra les concertations mercredi avant une réunion plénière de "restitution" lundi prochain.

Le Premier ministre a promis des "améliorations", mais ses marges de manoeuvres semblent étroites entre des syndicats, dont "aucun (n'est) d'accord avec la loi" résume Philippe Martinez, et le patron du Medef, Pierre Gattaz, pour qui un retrait du texte serait "dramatique pour le pays".

publicsenat.fr

A Suivre...
La Presse en Revue



Quelques jours de repos...